



Si violence il y a, c'est bien celle de l'État colonial français

Face à une semaine de grève générale qui a débuté le lundi 15 novembre en Guadeloupe, et plusieurs nuits d'émeute et pillage de commerces, le gouvernement français répond par la violence de la répression : couvre-feu dès 18 heures et envoi à la rescousse de 200 policiers et gendarmes supplémentaires, et quelque 50 agents du Raid et du GIGN. Même des médias enclins à relayer la parole officielle et qui focalisent sur « des nuits de violence », soulignent qu'il s'agit bien d'une explosion de colère sociale, contre les inégalités et la pauvreté.

Là-bas, une crise sanitaire permanente...

La mobilisation lancée par un collectif d'organisations syndicales, politiques et associatives, dépasse largement une simple opposition à l'obligation vaccinale et au passe sanitaire. Elle se dresse contre un État français et ses antennes locales qui méprisent la santé publique, accumulent les scandales sanitaires sur l'île, depuis des années. Ainsi, le réseau d'eau se dégrade faute d'entretien, privant de nombreuses familles d'eau potable... mais pas de factures d'eau. Les coupures sont incessantes. Certains jours, les écoles sont fermées parce qu'il n'y a pas d'eau ! Une situation qui ferait scandale dans l'Hexagone. Autre drame : celui du chlordécone, ce pesticide ultra-toxique utilisé dans les bananeraies jusqu'en 1993, sur dérogation spéciale pour les Antilles, et qui empoisonne aujourd'hui le sang de plus de 90 % des Antillais.

... qui s'ajoute à la crise sociale

À cela s'ajoutent un chômage de masse, une vie dans des quartiers populaires particulièrement délabrés et une jeunesse souvent contrainte à émigrer. Les prix des produits de consommation courante et de l'essence ont connu une hausse vertigineuse. C'était déjà la vie chère qui avait mis le feu aux poudres en 2009 et déclenché une grève générale de 44 jours, menée par le LKP (Liyannaj Kont Pwofitasyon ou Alliance contre l'exploitation). Un mouvement qui dénonçait aussi la mainmise des békés (les descendants des propriétaires d'esclaves) sur l'économie locale.

Colère des travailleurs et des jeunes

De nombreuses catégories de salariés sont mobilisés : les soignants et les pompiers, mais aussi les enseignants, les pompistes, les territoriaux et les travailleurs de l'hôtellerie-restauration. Sur leurs piquets de grève et barrages installés à de nombreux endroits, ils ont dû faire face à la répression des forces de l'ordre. Le gouvernement français voudrait les faire passer pour des antivax irresponsables, bloquant la circulation et même l'accès aux soins. Comme partout, bien sûr, les théories complotistes et autres *fake news* circulent dans la population. Mais les grévistes et les jeunes dénoncent d'abord et avant tout le chômage et les bas salaires, la déliquescence de l'hôpital public et le manque de moyens généralisé, un désastre sanitaire dont la population des Antilles n'est pas responsable mais victime. En Martinique aussi, les organisations syndicales ont appelé à la grève générale le 22 novembre.

Antilles, Kanaky... et nous aussi

Même colère dans d'autres territoires d'outre-mer : en Kanaky (Nouvelle-Calédonie), l'État français maintient pour le 12 décembre, et contre la demande de report de nombreuses organisations kanak, le troisième et dernier référendum sur l'autodétermination, en pleine pandémie de Covid. De quoi s'assurer un vote conforme à ses intérêts. Et là encore, sous la menace d'une répression renforcée : 2 000 gendarmes, militaires et policiers ont été envoyés pour « sécuriser le scrutin »...

Ces régions du monde, comme aussi la Guyane et la Réunion, sont des « territoires français », nous dit-on. Ils sont effectivement exploités pour les intérêts économiques et stratégiques de l'impérialisme français, et la vie quotidienne y est encore plus dure qu'ici. Par leur mobilisation et leurs revendications, contre la dégradation sociale imposée par des moyens redoublés de violence d'État, les travailleurs des Antilles ou de Kanaky nous sont proches. Le succès de leur lutte est capital. Là-bas comme ici, l'alliance contre l'exploitation est à l'ordre du jour.

Des communes prises en otages

Le maire de Barneville-Carteret (Manche) a publié des annonces pour remédier à l'inquiétante pénurie de généralistes de sa commune qui passe de 2 500 habitants à 8 500 l'été. En effet, parmi les trois généralistes restants, deux sont âgés de 68 et 74 ans.

Il n'a reçu qu'une seule réponse dans laquelle un individu qui a fait le serment d'Hippocrate affirme qu'il « *peut venir dans votre commune, mais à cinq conditions : je veux une prime d'installation, un logement et une voiture de fonction, un terrain constructible et un salaire d'au moins 6 770 euros après impôt* ».

Si le gouvernement formait plus de médecins et les payait correctement, ces mercenaires n'auraient pas leur place.

Le crétinisme chauvin se porte bien

Europe 1 nous a appris que Macron avait fait changer la couleur du bleu du drapeau français il y a un an. Il s'agissait, paraît-il, d'abandonner le bleu choisi en son temps par Valéry Giscard d'Estaing qui se rapprochait trop de la couleur du drapeau européen. Scrogneugneu, on est chez nous, pas chez les mondialistes !

Détail amusant, la nouvelle couleur, c'est le bleu... marine. Tout un programme ?

Véran alpagué au CHU de Grenoble

En visite à l'hôpital de Grenoble, le ministre de la Santé a été accueilli par plus d'une centaine d'hospitaliers en colère. Il avait tenu à garder cette visite secrète, alors même que c'était l'hôpital où il exerçait avant de devenir ministre... Peine perdue ! un comité d'accueil l'attendait à son arrivée. Banderoles, slogans, sirènes d'ambulance, le rassemblement a visiblement effrayé le ministre qui a préféré rejoindre le bâtiment... par les sous-sols !

À Grenoble, les urgences sont saturées et le personnel épuisé. À Voiron, à quelques kilomètres, elles ferment plusieurs nuits par semaine, faute de personnel. Le « plan blanc » déclenché dans ces hôpitaux, comme ailleurs, ne résoudra rien, à part créer artificiellement des lits et surexploiter davantage encore le personnel.

Des « oubliés » bien présents

Plus de quatre mille personnes venues de toute la région ont manifesté à Nantes mercredi dernier à l'appel d'un collectif d'associations du secteur médico-social. Ils réclament les mêmes

revalorisations salariales que celles accordées au personnel des hôpitaux après le « Ségur de la santé ». En effet cette augmentation de 183 euros, déjà scandaleusement insuffisante, ne leur a même pas été accordée, alors qu'ils ont souvent les mêmes qualifications et exercent les mêmes métiers.

Les « oubliés du Ségur » sont pourtant bien là, et se font entendre.

Contre les violences faites aux femmes

À l'occasion du 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, ont eu lieu dans tout le pays, comme à Besançon, des rassemblements et manifestations samedi 20 novembre.

L'une des premières injustices, ce sont les salaires au rabais et les temps partiels imposés, qui rendent nombre de femmes dépendantes de leur conjoint, alors que les places d'accueil d'urgence pour fuir les violences conjugales restent insuffisantes. Par ailleurs, une femme sur trois a déjà subi du harcèlement sexuel au travail et les agressions sexuelles, y compris les viols, ne donnent que rarement lieu à des condamnations.

L'an dernier, le gouvernement avait fait un « Grenelle » et promis toute une série de mesurtes, dont beaucoup n'ont pas vu le jour. Alors c'est bien dans la rue que nous pourrions nous faire entendre et combattre cette oppression et cette violence.

Mariage de mineures : des violences sexuelles légales... et scandaleuses !

Aux États-Unis, chaque année, des dizaines de milliers de mineures, dont certaines sont encore des enfants, sont mariées légalement. Le mariage des mineurs est interdit... sauf si les parents donnent leur accord.

Cette pratique barbare est pire que ce qu'on pourrait penser : les hommes qui se marient ainsi, bien plus âgés, sont souvent les agresseurs sexuels de ces jeunes filles. Peu importe ce qu'il adviendra d'elles, l'honneur est sauf pour la famille, membre d'une communauté religieuse quelconque, dans lesquelles l'arriération est largement partagée.

Philippe Poutou sur les ondes

Le candidat du NPA, à France Inter le 16 novembre : « *Il y a toutes les raisons de se révolter, on voit que le capitalisme et la société actuelle ne sont pas capables de répondre aux besoins des populations, de permettre aux gens de vivre décemment.* » Bien dit !